

Numéro
12104
du dossier
de la farde 62

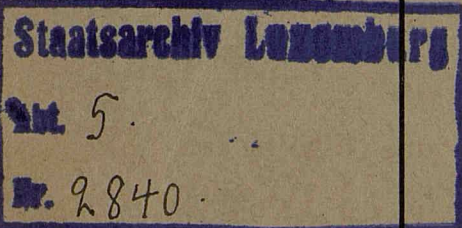
CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet de loi concernant la construction d'un nouveau
bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

1936/37.

Commission

MM Hamélius,
Moutrier,
Leidenbach,
Sax,
Delahaye.



IV. 35. — 500.

GRAN

—
Lam
éganôn
à se
et
et
eoneg

Prière

MM. Hamél

Moutr

Leide

Sax,

Delan

Luxembourg, le 19 mai 1936.-

Travaux Publics

N°

6071

ANNEXES

*Projet de loi avec dossier
administratif complet.*

M. 12/104

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

E./V.

Prière de b.v. faire circuler:

MM. Hamélius,

Moutrier, Monsieur le Président,

Leidenbach,

Sax,

Delahaye.

J'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de loi ayant pour objet la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.-

Les rapports administratifs et l'exposé des motifs que vous trouverez ci-annexés, contiennent tous les éléments qui permettront à votre haute compagnie de juger de la nécessité de cette construction et du devoir impérieux qu'ont les facteurs responsables de faire disparaître une situation aussi malsaine et aussi antihygiénique, hautement préjudiciable à la santé des occupants des bureaux actuels du service de l'ingénieur d'arrondissement.-

La ville de Diekirch fournira, au coeur de la ville, en face de l'hôtel des Postes en voie de construction, tout près de la place principale de la ville, au coin de la route de Stavelot et de la rue St Antoine, l'emplacement nécessaire qu'elle mettra gratuitement à la disposition de l'Etat sous condition que celui-ci lui réserve, au rez-de-chaussée du bâtiment projeté, une salle de gymnastique, un local avec tour d'exercice pour les sapeurs-pompiers et des cabinets publics qui seront construits aux frais de l'Etat, mais dont l'aménagement intérieur et l'entretien courant resteront à charge de la ville de Diekirch. Cette transaction me paraît acceptable pour les deux parties; je n'hésite donc pas à y donner mon adhésion.-

Les frais de construction à charge de l'Etat sont évalués à 1.500.000.- francs et, vu la dépense relativement

mai 1935

GOUVERNEMENT

GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG

modeste, pourront sans inconvénients être imputés à l'emprunt de 50.000.000.- de francs votés par la loi du 10 mai 1935 pour l'exécution de travaux extraordinaires de chômage. De cette façon, il n'y aura pas de nouvelles ressources à créer et le budget de l'Etat restera en équilibre.-

Comme la situation actuelle qui tend à s'empirer de jour en jour, demande qu'il y soit remédié au plus tôt, je me permets de recommander à votre haute assemblée l'urgence du projet.-

Le Ministre des travaux publics,



Le projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

Les rapports administratifs et l'exposé des motifs que vous trouverez ci-joints, contiennent tous les éléments qui permettront à votre haute assemblée de juger de la nécessité de cette construction et de décider s'il y a lieu de l'autoriser. Les renseignements de l'ordre administratif que j'ai pu recueillir à l'occasion de mon voyage à Diekirch, sont les suivants :

La ville de Diekirch, au centre de la ville, en face de l'hôtel des Postes en voie de construction, tout près de la place principale de la ville, au coin de la rue de Stavelot et de la rue St Antoine, l'emplacement nécessaire pour la construction d'un bâtiment d'administration de l'Etat sous condition que celui-ci soit réservé, en cas de nécessité, à l'exercice pour les services publics et des cabinets publics qui seront construits aux frais de l'Etat, mais dont l'entretien intérieur et l'entretien courant resteront à charge de la ville de Diekirch. Cette transaction ne paraît pas satisfaisante pour les deux parties ; je n'hésite donc pas à y donner mon adhésion.-

Les frais de construction à charge de l'Etat sont évalués à 7.500.000.- francs et, vu la dépense relativement

Le M.
du

Projet de loi

concernant la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

-:-:-:-:-

Nous Charlotte etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1.- Le Gouvernement est autorisé à construire un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

La ville de Diekirch en cédera gratuitement l'emplacement nécessaire à l'Etat qui, à titre de compensation pour cette cession gratuite, établira à ses frais au rez-de-chaussée du bâtiment à construire, une salle de gymnastique, un local avec tour d'exercice pour sapeurs-pompiers et des cabinets publics qui seront à la disposition de la ville de Diekirch et dont l'aménagement intérieur et l'entretien courant resteront à la charge de celle-ci.

Art. 2.- Les frais de construction, évalués à 1.500.000.- francs; seront mis à charge des fonds votés par la loi du 10 mai 1935 pour l'exécution de travaux extraordinaires de chômage.

En conséquence l'article 88 du budget des recettes et l'article 143-6 du budget des dépenses de l'exercice 1936 seront majorés chacun de 1.500.000.- francs.-

Art. 3.- Notre Ministre des travaux publics, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution de la présente loi.-

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.-

Le Ministre des travaux publics,
du commerce et de l'industrie,

— 9 —

Projet de loi

+++++

pour la construction du nouveau bâtiment des Travaux publics à Diekirch.

+++++

Exposé des motifs.

Le bâtiment des Travaux publics à Diekirch a été construit en 1916. Il fut agrandi en 1921 déjà, dans la mesure du possible, en présence de l'envergure croissante du service d'arrondissement. Depuis l'importance et la diversité des attributions ont exigé un accroissement continu du personnel afférent. Les locaux disponibles sont ainsi devenus insuffisants. Le nombre restreints des bureaux, leur exiguité y provoquent un véritable entassement de personnel. S'élevant à 17 personnes, il est réparti dans 4 bureaux et une mansarde, d'une surface totale de 120 m², nettement insuffisante pour un service technique, encombré de tables à dessin, classeurs etc. Il est évident que le fait de grouper dans un seul bureau jusqu'à 5 personnes, chacune personnellement en contact obligé avec le public, n'est pas sans influencer fâcheusement le rendement de l'ensemble. Le manque évident de place, aggravé par une mauvaise disposition intérieure du bâtiment entier, forme une entrave sérieuse à l'expédition rationnelle des affaires.

Sur cet inconvénient capital, d'autres viennent se greffer. La situation du bâtiment existant à l'écart dans une rue secondaire, n'est nullement en rapport avec l'importance des services de l'Ingénieur d'arrondissement, dont les bureaux doivent être facilement accessibles au public. L'absence de caves rend tout le bâtiment humide et malsain. L'insuffisance des installations sanitaires, non conformes aux prescriptions en vigueur, réclame une amélioration urgente.

Lors de l'élaboration des plans du nouvel édifice, actuellement en construction et qui hébergera les Administrations des P.T.T., de l'Enregistrement et des Domaines, des Contributions, du Commissariat de district, ainsi que la Bourse de Travail et les caisses de maladie, on avait pensé à y installer aussi les services de l'Ingénieur d'arrondissement. Mais le peu de place disponible, insuffisant aux besoins du service de l'Ingénieur d'arrondissement, fit abandonner ce projet.

Depuis des pourparlers entre l'Administration urbaine de Diekirch et l'Administration des Travaux publics ont abouti à une cession gratuite de l'ancienne " halle " comme emplacement du nouveau bâtiment des T.P. En échange de cette cession, il sera aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment projeté et à charge du budget de l'Etat, les locaux que la Ville de Diekirch a installés actuellement dans l'ancienne halle, à savoir : Un local avec tour d'exercice pour l'outillage des sapeurs - pompiers, des cabinets publics pour hommes et femmes ainsi qu'une salle de culture physique.

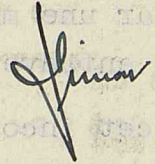
Cet emplacement est situé en bordure de la place principale de Diekirch et en face du nouvel édifice mentionné plus haut.

Les plans d'avant-projet, élaborés par l'architecte M. Chr. SCHOLL d'Esch s/ Alz., soumis aux intéressés, ont trouvé l'approbation de l'Administration urbaine de Diekirch, aussi bien que celle de l'Administration des Travaux publics. Le nouveau bâtiment aura le grand avantage de loger les bureaux de l'Ingénieur d'arrondissement et du conducteur cantonal qui à l'heure présente et à cause de la pénurie de place, est obligé d'avoir ses bureaux chez lui, dans sa maison d'habitation.

La construction du nouveau bâtiment des Travaux publics à Diekirch répondant à un besoin réel et à une nécessité impérieuse, mérite d'être considérée comme urgente.

Luxembourg, le 9 avril 1936.

L'Ingénieur en chef,



3 CONSEIL D'ÉTAT.

PROJET DE LOI

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des
travaux publics à Diekirch.

PROJET AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 19 mai 1936.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de loi ayant pour objet la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

Les besoins administratifs de l'Etat ont conduit à l'urgence de construire un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch. Le bâtiment actuel, qui se trouve dans une situation défectueuse, ne permet pas de répondre aux besoins de l'administration. La construction d'un nouveau bâtiment est donc devenue une nécessité absolue.

La ville de Diekirch, qui est la capitale de la province de Luxembourg, a une situation géographique très favorable. Elle est située au centre de la province, ce qui permet de faciliter les communications avec les autres villes de la province. La ville de Diekirch a donc une importance capitale pour l'administration de la province.

Les fonds de construction à charge de l'Etat sont évalués à 1.500.000 fr. et les dépenses supplémentaires pour les travaux de construction sont évalués à 500.000 fr. Le total des dépenses est donc de 2.000.000 fr.

Comme la situation actuelle qui tend à s'aggraver de jour en jour, demande qu'il y ait un remède au plus tôt, je me permets de recommander à votre haute assemblée l'urgence du projet.

Le Ministre des Travaux Publics

A. SCHMIT

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. — La Construction est autorisée à construire un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

La ville de Diekirch est autorisée à prendre en charge la construction du bâtiment. Elle est autorisée à lever des emprunts pour financer la construction. Elle est autorisée à vendre des terrains pour financer la construction.

Le montant des fonds de construction à charge de l'Etat est évalué à 1.500.000 fr. Le montant des dépenses supplémentaires pour les travaux de construction est évalué à 500.000 fr.

Le total des dépenses est donc de 2.000.000 fr. Le montant des fonds de construction à charge de l'Etat est évalué à 1.500.000 fr.

Le montant des dépenses supplémentaires pour les travaux de construction est évalué à 500.000 fr. Le total des dépenses est donc de 2.000.000 fr.

Depuis des pourparlers entre l'Administration urbaine de
Diekirch et l'Administration des Travaux publics ont abouti
à une cession gratuite de l'ancienne "halle" comme emplace-
ment du nouveau bâtiment des T.P. En échange de cette cession,
il sera aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment projeté et à
charge du budget de l'Etat, les locaux que la Ville de Diekirch
a installés actuellement dans l'ancienne halle, à savoir :
un local avec four d'exercice pour l'outillage des sapeurs -
pompiers, des cabinets publics pour hommes et femmes ainsi qu'une
salle de culture physique.

Cet emplacement est situé en bordure de la place principale
de Diekirch et en face du nouvel édifice municipal plus haut.

Les plans d'avant-projet, élaborés par l'architecte
M. Cyr. BODOLLE d'Esch s/ Als., soumise aux intéressés, ont
trouvé l'approbation de l'Administration urbaine de Diekirch,
aussi bien que celle de l'Administration des Travaux publics.
Le nouveau bâtiment aura le grand avantage de loger les bureaux
de l'Administration des Travaux publics et de l'Administration
de l'hygiène et de la salubrité de la commune, ce qui évite
à l'heure présente et à cause de la pénurie de place, cet état
d'isolement des bureaux chez lui, pour la commune de Diekirch.

La construction du nouveau bâtiment des Travaux publics
à Diekirch sera à la charge de la commune et de la commune de Diekirch.

Diekirch, le 2 avril 1934.

M. Cyr. BODOLLE



3 CONSEIL D'ÉTAT.

PROJET DE LOI

concernant

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 19 mai 1936.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat un projet de loi ayant pour objet la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

Les rapports administratifs et l'exposé des motifs que vous trouverez ci-annexés, contiennent tous les éléments qui permettront à votre haute compagnie de juger de la nécessité de cette construction et du devoir impérieux qu'ont les facteurs responsables de faire disparaître une situation aussi malsaine et aussi antihygiénique, hautement préjudiciable à la santé des occupants des bureaux actuels du service de l'ingénieur d'arrondissement.

La ville de Diekirch fournira, au cœur de la ville, en face de l'hôtel des Postes en voie de construction, tout près de la place principale de la ville, au coin de la route de Stavelot et de la rue St. Antoine, l'emplacement nécessaire qu'elle mettra gratuitement à la disposition de l'Etat sous condition que celui-ci lui réserve, au rez-de-chaussée du bâtiment projeté, une salle de gymnastique, un local avec tour d'exercice pour les sapeurs-pompiers et des cabinets publics qui seront construits aux frais de l'Etat, mais dont l'aménagement intérieur et l'entretien courant resteront à charge de la ville de Diekirch. Cette transaction me paraît acceptable pour les deux parties ; je n'hésite donc pas à y donner mon adhésion.

Les frais de construction à charge de l'Etat sont évalués à 1.500.000 fr. et, vu la dépense relativement modeste, pourront sans inconvénients être imputés à l'emprunt de 50.000.000 de francs votés par la loi du 10 mai 1935 pour l'exécution de travaux extraordinaires de chômage. De cette façon, il n'y aura pas de nouvelles ressources à créer et le Budget de l'Etat restera en équilibre.

Comme la situation actuelle qui tend à s'empirer de jour en jour, demande qu'il y soit remédié au plus tôt, je me permets de recommander à votre haute assemblée l'urgence du projet.

Le Ministre des Travaux publics,
Et. SCHMIT.

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à construire un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

La ville de Diekirch en cédera gratuitement l'emplacement nécessaire à l'Etat qui, à titre de compensation pour cette cession gratuite, établira à ses frais au rez-de-chaussée du bâtiment à construire, une salle de gymnastique, un local avec tour d'exercice pour sapeurs-pompiers et des cabinets publics qui seront à la disposition de la ville de Diekirch et dont l'aménagement intérieur et l'entretien courant resteront à la charge de celle-ci.

Art. 2. — Les frais de construction, évaluée à 1.500.000 fr., seront mis à charge des fonds votés par la loi du 10 mai 1935 pour l'exécution de travaux extraordinaires de chômage.

En conséquence, l'art. 88 du budget des recettes et l'art. 143^e du budget des dépenses de l'exercice 1936 seront majorés chacun de 1.500.000 fr.

Art. 3. — Notre Ministre des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'exécution de la présente loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Le bâtiment des travaux publics à Diekirch a été construit en 1916. Il fut agrandi en 1921 déjà, dans la mesure du possible, en présence de l'envergure croissante du service d'arrondissement. Depuis l'importance et la diversité des attributions ont exigé un accroissement continu du personnel afférent. Les locaux disponibles sont ainsi devenus insuffisants. Le nombre restreint des bureaux, leur exigüité y provoquent un véritable entassement de personnel. S'élevant à 17 personnes, il est réparti dans quatre bureaux et une mansarde, d'une surface totale de 120 m², nettement insuffisante pour un service technique, encombré de tables à dessin, classeurs etc. Il est évident que le fait de grouper dans un seul bureau jusqu'à cinq personnes, chacune personnellement en contact obligé avec le public, n'est pas sans influencer fâcheusement le rendement de l'ensemble. Le manque évident de place, aggravé par une mauvaise disposition intérieure du bâtiment entier, forme une entrave sérieuse à l'expédition rationnelle des affaires.

Sur cet inconvénient capital, d'autres viennent se greffer. La situation du bâtiment existant à l'écart dans une rue secondaire, n'est nullement en rapport avec l'importance des services de l'ingénieur d'arrondissement, dont les bureaux doivent être facilement accessibles au public. L'absence de caves rend tout le bâtiment humide et malsain. L'insuffisance des installations sanitaires, non conformes aux prescriptions en vigueur, réclame une amélioration urgente.

Lors de l'élaboration des plans du nouvel édifice, actuellement en construction et qui hébergera les Administrations des Postes, Télégraphes et Téléphones, de l'Enregistrement et des Domaines, des Contributions, du Commissariat de district, ainsi que la Bourse de travail et les caisses de maladie, on avait pensé à y installer aussi les services de l'ingénieur d'arrondissement. Mais le peu de place disponible, insuffisante aux besoins du service de l'ingénieur d'arrondissement, fit abandonner ce projet.

Depuis des pourparlers entre l'Administration urbaine de Diekirch et l'Administration des travaux publics ont abouti à une cession gratuite de l'ancienne « halle » comme emplacement du nouveau bâtiment des travaux publics. En échange de cette cession, il sera aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment projeté et à charge du Budget de l'Etat, les locaux que la ville de Diekirch a installés actuellement dans l'ancienne halle, à savoir : Un local avec tour d'exercice pour l'outillage des sapeurs-pompiers, des cabinets publics pour hommes et femmes ainsi qu'une salle de culture physique.

Cet emplacement est situé en bordure de la place principale de Diekirch et en face du nouvel édifice mentionné plus haut.

Les plans d'avant-projet, élaborés par l'architecte M. Chr. Scholl, d'Esch-s.-Alz., soumis aux intéressés, ont trouvé l'approbation de l'Administration urbaine de Diekirch, aussi bien que celle de l'Administration des travaux publics. Le nouveau bâtiment aura le grand avantage de loger les bureaux de l'ingénieur d'arrondissement et du conducteur cantonal qui à l'heure présente et à cause de la pénurie de place, est obligé d'avoir ses bureaux chez lui, dans sa maison d'habitation.

La construction du nouveau bâtiment des travaux publics à Diekirch répondant à un besoin réel et à une nécessité impérieuse, mérite d'être considérée comme urgente.

Luxembourg, le 9 avril 1936.

L'Ingénieur en chef,
SIMON.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'Etat émet son avis sur le projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

Il résulte des pièces du dossier administratif que les locaux actuels, qui datent de 1916, sont devenus insuffisants par suite de l'extension du service de la grande voirie et de l'augmentation continue du personnel, qui en a été la suite, et que le manque de place entrave sérieusement l'expédition rationnelle des affaires. D'un autre côté, les conditions hygiéniques des bureaux laissent beaucoup à désirer. La circonstance que le bâtiment, dans lequel ils sont installés, est dépourvu de caves et entouré de granges envahies par des rongeurs innombrables, les rend humides et malsains.

Le projet de loi, qui doit remédier à cette situation, est le résultat de pourparlers engagés entre l'administration et la ville de Diekirch. Celle-ci possède au centre de la cité, à proximité des principaux édifices publics, un vieux bâtiment délabré, dit « la Halle », qu'elle s'est déclarée d'accord à céder gratuitement à l'Etat avec le terrain sur lequel il est construit, à condition qu'on lui réserve le rez-de-chaussée du nouveau bâtiment à y ériger, en vue de l'installation d'une salle de gymnastique, de locaux avec tour d'exercice pour les pompiers et de cabinets publics.

L'exécution des plans élaborés sur la base de cet accord et qui sont joints au dossier, occasionnera une dépense de fr. 1.500.000, chiffre rond, suivant l'estimation de Monsieur l'architecte de l'Etat.

En présence des inconvénients ci-dessus signalés, le Conseil ne méconnaît pas la nécessité de

X

Projet Tavin.

Le conseil d'Etat émet son avis sur le projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

Il résulte des pièces du dossier administratif que les locaux actuels, qui datent de 1916, sont devenus insuffisants par suite de l'extension ~~croissante~~ du service de la grande voirie ~~et de~~ l'augmentation continue du personnel, qui en a été la suite, et que le manque de place entrave sérieusement l'expédition rationnelle des affaires. D'un autre côté, les conditions hygiéniques des bureaux laissent beaucoup à désirer. La circonstance dans laquelle ils sont installés, que le bâtiment est dépourvu de caves et entouré de granges envahies par des rongeurs immondes, les rend humides et malsains.

La solution préconisée par le projet de loi ^{Le projet de loi, qui} ~~pourrait remédier à cette situation~~ ^{doit remédier à cette situation} est le résultat de pourparlers engagés entre le ~~ministre des Travaux Publics~~ ^{ministre des Travaux Publics} et l'administration et la ville de Diekirch. Celle-ci possède au centre de la cité, à proximité des principaux édifices publics, un vieux bâtiment délabré, dit "la Halle", qui elle s'est déclarée ^{d'accord} ~~à céder~~ ^{gratuitement} à l'Etat avec le terrain sur lequel il est construit, à condition qu'on lui réserve le rez-de-chaussée du nouveau bâtiment à y ériger, en vue de l'installation d'une salle de gymnastique, de locaux avec leur exercice pour les pompiers

et de cabinets publics.

L'exécution des plans élaborés sur la base de cet accord et qui sont joints au dossier, occasionnera une dépense de frs. 1.50000, chiffre rond, suivant l'estimation de M^r l'architecte de l'Etat.

En présence des inconvénients ci-dessus signalés, le Conseil ne méconnaît pas la nécessité de la construction d'un nouveau bâtiment d'administration, mais la solution adoptée par le projet de loi donne lieu de sa part aux observations suivantes :

La dépense est hors de toute proportion avec le bien qu'il s'agit d'acquiescer. ^{A ce sujet, le Conseil se borne à relever que pour la construction d'un nouveau bâtiment de service de l'arrondissement de Durenbourg, qui s'imposera en}
~~Dans le rapport qui sera voté sur le projet de loi relatif à l'établissement du pont Nepperg, et dont la Chambre des Députés est saisie en ce moment, l'administration n'envisage pour la construction d'un nouveau bâtiment de service de l'arrondissement de Durenbourg~~
qu'une dépense de frs. 1.262.000, y compris ~~le prix de terrain etc.~~ le coût des dépendances comprenant ateliers ramises, ~~longs~~ garages etc. Le bâtiment d'administration seul ne figure dans ce chiffre que pour une somme de frs. 400.000. Par contre, pour l'arrondissement de Dietrich, ~~on se l'on fait abstraction du prix de la construction du rez-de-chaussée nu,~~ réservé à l'usage de la villa de Dietrich et qu'on peut évaluer à frs. 100.000, le coût de la partie occupée par les services de la grande voirie dans le bâtiment proposé pour l'arrondissement de Dietrich s'élève à la somme de frs. 1.400.000. Ainsi en est-il par suite etc. (copier le passage marqué au crayon bleu)

^{aussi}
Le fonctionnaire délégué pour remplacer
l'ingénieur en chef s'est - il nettement
prononcé, au regard au chiffre exagéré
de la dépense, contre la ~~la~~ solution ^{projetée}.
Dans son rapport du 2 août 1935, il ~~est~~
^{opine} ~~qu'il est plus spécialement~~ qu'on trouverait
^{aisément} à Diekirch des terrains suf-
^(et facilement) ~~fisamment~~ ^{accessibles au public} grands ~~et bien situés~~ pour la
construction d'un nouveau bâtiment d'ad-
ministration avec les dépendances né-
cessaires, dont le ^{sera} ~~prix de revient~~ ne dépass-
~~erait~~ ^{pas} la moitié de la
dépense que nécessitera l'installation
des seuls bureaux, ^{d'après les propositions}
~~soumises à son appréciation~~ ^{présentées} ~~par~~ ^{la} ~~ville de Diekirch~~ ^{pour} ~~la~~ ^{ville de}
De l'arrangement intervenu ~~avec~~ avec
la ville de Diekirch, l'Etat sera obligé
d'élever un édifice monumental de
plus de 50 mètres de longueur sur 14
mètres de profondeur, dont la première
et la seconde étages, avec corridor central
seront réservés à l'usage ^{de l'administration} ~~des travaux~~
publics, et qui, ^{soit dit en passant,} ~~figureront~~ ^{des} frais d'en-
tretien, de chauffage et d'éclairage
nullement en rapport avec les besoins
du service. Les plans à ~~en~~ ^{aux} seuls ~~provenant~~
sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans
des détails, ^{qu'on est allé au delà des besoins,} ~~qui ont été oubliés~~
^{Le Conseil regrette, en outre,}
~~Il est regrettable que~~ l'adminis-
tration n'ait pas profité de l'occasion
pour réunir à son bâtiment de service
le chantier avec ^{ateliers,} garages, ~~et remises etc.,~~
qui se trouve aujourd'hui sur la route
de Diekirch à Gilsdorf, ce qui cependant
aurait été ^(hautement) ~~désirable~~ ^{au point de vue}
dans l'intérêt de la bonne marche du service.

lui ^{il} suffit de citer à ce sujet le passage
de l'exposé des motifs de la loi susvisée,
dans lequel il est dit que par suite de
~~la construction du pont Kappag, les~~
~~ateliers, hangars et garages, que l'admini-~~
~~stration des tramways publics possédait~~
~~et qu'il s'agit de supprimer et de~~
~~surmonter à travers les rues de la ville~~
~~allant, que~~ le bâtiment d'administra-
tion se trouvant ^{rue Kappag} ~~sur la rue Kappag~~
sera conservé, mais perdra sa raison
d'être du fait de la suppression des ate-
liers, hangars et garages, ~~qui~~ ^{qui} ~~don-~~
~~neraient~~ les intérêts du service deman-
dant absolument que ne soient pas dis-
loqués et éparpillés ~~et~~ des éléments qui
se tiennent pour ne former qu'un seul tout
et dont la réunion, dans une même main,
sous une même direction et sous un
même contrôle, est indispensable et
la condition sine qua non pour assurer
la bonne organisation et la bonne marche
du service qui, sans cela, irait à
la dérive".

Enfin le Conseil se demande
si l'architecture du nouveau bâtiment
s'accommode à celle des autres édifices publics,
situés dans le voisinage immédiat.

Au demeurant, le texte du projet
de loi n'appelle aucune observation.

ainsi délibéré en séance plénière le 3 juillet 1936.

Le Président,

U.

Le secrétaire,

U.

la construction du nouveau bâtiment d'administration, mais la solution adoptée par le projet de loi donne lieu de sa part aux observations suivantes :

La dépense est hors de toute proportion avec le but qu'il s'agit d'atteindre. A ce sujet, le Conseil se borne à relever que pour la construction d'un nouveau bâtiment de service de l'arrondissement de Luxembourg, qui s'imposera en cas de vote du projet de loi relatif à l'établissement du pont Neyperg, dont la Chambre des députés est saisie en ce moment, l'administration n'envisage qu'une dépense de fr. 1.262.000, *y compris le coût des dépendances comprenant ateliers, remises, garages etc.* Le bâtiment d'administration seul ne figure dans ce chiffre que pour une somme de fr. 400.000. Par contre, pour l'arrondissement de Diekirch, si l'on fait abstraction du prix de la construction du rez-de-chaussée nu, réservé à l'usage de la ville de Diekirch et qu'on peut évaluer à fr. 100.000, le coût de la partie occupée par le service de la grande voirie dans le bâtiment projeté s'élève à la somme de fr. 1.400.000. La raison en est que par suite de l'arrangement intervenu avec la ville de Diekirch, l'Etat sera obligé d'élever un édifice monumental de plus de 50 mètres de longueur sur 11 mètres de profondeur, dont le premier et le second étage, avec corridor central, seront réservés à l'usage de l'administration des travaux publics, et qui, soit dit en passant, exigera des frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage nullement en rapport avec les besoins du service. Les plans à eux seuls prouvent, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans des détails, qu'on est allé au-delà des besoins.

Aussi le fonctionnaire délégué pour remplacer l'ingénieur en chef s'est-il nettement prononcé, eu égard au chiffre exagéré de la dépense, contre la solution projetée. Dans son rapport du 2 août 1935, il opine qu'on trouvera aisément à Diekirch des terrains suffisamment grands et facilement accessibles au public pour la construction d'un nouveau bâtiment d'administration *avec les dépendances nécessaires*, dont le prix de revient ne dépassera pas la moitié de la dépense que nécessitera l'installation des seuls bureaux d'après les propositions soumises à son appréciation.

Le Conseil regrette, en outre, que l'administration n'ait pas profité de l'occasion pour réunir à son bâtiment de service le chantier avec ateliers, garages, remises etc., qui se trouve aujourd'hui sur la route de Diekirch à Gilsdorf, ce qui cependant aurait été hautement désirable dans l'intérêt de la bonne marche du service. Il lui suffit de citer à ce sujet le passage de l'exposé des motifs du projet de loi susvisé, dans lequel il est dit que « le bâtiment d'administration se trouvant rue Neyperg sera conservé, mais perdra sa raison d'être du fait de la suppression des ateliers, hangars et garages, les intérêts du service demandant absolument que ne soient pas disloqués et éparpillés des éléments qui se tiennent pour ne former qu'un seul tout et dont la réunion, dans une même main, sous une même direction et sous un même contrôle, est indispensable et la condition *sine qua non* pour assurer la bonne organisation et la bonne marche du service qui, sans cela, irait à la dérive ».

Finalement le Conseil se demande si l'architecture du nouveau bâtiment s'accommode à celle des autres édifices publics, situés dans le voisinage immédiat.

Au demeurant, le texte du projet de loi n'appelle aucune observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 3 juillet 1936.

Le Secrétaire.

~~Armand~~ STUMPER.

Le Président,

~~Ernest~~ HAMÉLIUS.

Handwritten signatures and marks, including a large 'M' and a signature that appears to be 'J. Hamélius'.

Le Président
Emile REUTER

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1937-1938.

PROJET DE LOI

concernant

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des
travaux publics à Diekirch.

XXXXX

RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE.

La section centrale se compose de M. Emile Reuter, président ; MM. Gengler, Fohrmann, Mathieu, Peffer et Simon, membres ; M. Antoine Hansen, rapporteur.

Votre section centrale tient à relever qu'en principe toutes les autorités consultées reconnaissent la nécessité de « sortir d'une situation insuffisante, insalubre et indigne » et de construire le nouveau bâtiment d'administration dont il s'agit. Les difficultés commencent à l'exécution, difficultés qui ont retardé l'évacuation du projet de loi au Parlement.

Une première difficulté concernait les frais : le Conseil d'Etat les trouvait hors de proportion avec le but poursuivi. L'administration a fini par réduire le volume du bâtiment à 5.130 mètres cubes et le montant des dépenses à environ fr. 1.100.000.

Quant aux dépenses pour le nouveau bâtiment d'administration à Luxembourg, les renseignements dont disposait le Conseil d'Etat, semblent inexacts, puisque « le prix de revient du bâtiment de Luxembourg sera un multiple de celui du bâtiment de Diekirch. »

Le Conseil d'Etat avait encore prôné la réunion, au bâtiment d'administration projeté, du chantier avec ateliers, garages, remises etc. qui se trouve aujourd'hui sur la route de Diekirch à Gilsdorf. Cependant M. l'ingénieur d'arrondissement de Diekirch signale, dans sa note du 18 juillet 1936, la situation toute spéciale de l'administration à Diekirch. Elle exploite près de Gilsdorf deux chantiers de régie fort importants, à savoir : a) dragage de la Sûre ; b) concassage pour la fabrication de grenaille destinée au revêtement superficiel des routes.

Un dernier grief concerne le côté esthétique du problème : le Conseil d'Etat et votre section centrale s'étaient demandé si l'architecture du nouveau bâtiment s'accommodait à celle des autres édifices publics situés dans le voisinage immédiat. Les nouveaux plans, élaborés par un enfant de Diekirch, M. l'architecte M. Heintz, sont de nature à dissiper ces appréhensions : le bâtiment se distingue par la simplicité et l'élégance de ses lignes et sera digne de la ville qui a vu naître l'industrie touristique du Grand-Duché.

En conséquence, la section centrale a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi, et comme celui-ci remonte au mois de juin 1936, elle en sollicite une proche évacuation. La date reculée du projet nécessite d'ailleurs quelques modifications d'ordre rédactionnel dans les art. 2 et 3, changements qui sont imprimés en gras dans le texte qui suit.

Luxembourg, le 27 novembre 1937.

Le Rapporteur.
Antoine HANSEN.

Le Président,
Emile REUTER.

(Suit le texte proposé par la section centrale.)

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à construire un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch.

La ville de Diekirch en cédera gratuitement l'emplacement nécessaire à l'Etat qui, à titre de compensation pour cette cession gratuite, établira à ses frais au rez-de-chaussée du bâtiment à construire, une salle de gymnastique, un local avec tour d'exercice pour sapeurs-pompiers et des cabinets publics qui seront à la disposition de la ville de Diekirch et dont l'aménagement intérieur et l'entretien courant resteront à la charge de celle-ci.

Art. 2. — Les frais de construction, évalués à 1.500.000 fr., seront mis à charge des fonds votés par la loi du 10 mai 1935 pour l'exécution de travaux extraordinaires de chômage et supportés par l'art. 429 du Budget de 1938.

[En conséquence, l'art. 88 du budget des recettes et l'art. 143^e du budget des dépenses de l'exercice 1936 seront majorés chacun de 1.500.000 fr.]

Art. 3. — [Notre Ministre des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'exécution de la présente loi.]

Notre Ministre de la Justice et des Travaux publics est chargé de l'exécution de la présente loi.

Gouvernement

Luxembourg, 2 décembre 1937

Ministère d'Etat

N°3.4.48.A

3

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir soumettre à une nouvelle délibération de votre haute Compagnie le projet de loi joint, concernant la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch, projet adopté en première lecture par la Chambre des Députés, après modification, dans sa séance du 30 novembre dernier.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

A

Monsieur le Président du Conseil d'Etat

à

Luxembourg.

Luxembourg, 2 novembre 1937

Monsieur le Président,
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé de vous adresser.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.
Le Ministre de l'Intérieur

Ministère de l'Intérieur
Président du Gouvernement



Monsieur le Président du Conseil d'Etat

Luxembourg

Le Ministre de l'Intérieur

PROJET DE LOI

concernant

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des
travaux publics à Diekirch.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Appelé à donner son avis sur le texte du projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch, adopté en première lecture, après modification, par la Chambre des députés dans sa séance du 30 novembre dernier, le Conseil d'Etat constate que les nouveaux plans, élaborés par l'architecte Heintz de Diekirch, tiennent compte des observations que le Conseil avait faites à l'encontre des plans primitifs. Le volume du bâtiment a été réduit de 7.400 à 5.100 mètres cubes et le montant de la dépense de 1.500.000 à 1.100.000 fr. chiffres ronds. Les changements de texte votés aux art. 2 et 3 ne donnent pas lieu à observations. Il résulte des renseignements fournis au Conseil, sur sa demande, que le crédit prévu à l'art. 2 pour faire face à la dépense a été maintenu, au chiffre de 1.500.000 fr., malgré la compression du volume du bâtiment de près d'un tiers, à cause de l'augmentation considérable du coût des matériaux et de la main d'œuvre intervenue depuis le dépôt du projet de loi.

Ainsi délibéré en séance plénière du Conseil d'Etat, le 10 décembre 1937.

Le Secrétaire,
Armand STUMPER.

Le Président,
Ernest HAMÉLIUS.

PROJET DE LOI

concernant

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des
travaux publics à Diekirch.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Appelé à donner son avis sur le texte du projet de loi concernant la construction d'un nouveau
bâtiment d'administration des travaux publics à Diekirch, adopté en première lecture après
modification par la Chambre des députés dans sa séance du 30 novembre dernier, le Conseil
d'Etat constate que les nouveaux plans, élaborés par l'architecte Heintz de Diekirch, tiennent
compte des observations que le Conseil avait faites à l'encontre des plans primitifs. Le volume
du bâtiment a été réduit de 7.400 à 5.100 mètres cubes et le montant de la dépense de 1.500.000
à 1.100.000 fr. chiffres ronds. Les changements de texte votés aux art. 2 et 3 ne donnent pas
lieu à observation. Il résulte des renseignements fournis au Conseil, sur sa demande, que le
crédit prévu à l'art. 3 pour faire face à la dépense a été maintenu, au chiffre de 1.500.000 fr., malgré
la compression du volume du bâtiment de près d'un tiers, à cause de l'augmentation considérable
du coût des matériaux et de la main d'œuvre intervenue depuis le dépôt du projet de loi.
Ainsi délibéré en séance plénière du Conseil d'Etat le 10 décembre 1937.

Le Président
Emile HANDELIN.

Le Secrétaire
Auguste STUMPER.

PROJET DE LOI

concernant

la construction d'un nouveau bâtiment d'administration des
travaux publics à Diekirch.

Tres urgent!

Urgence 1. et 2.

13/XII 7.

Avis du Conseil d'Etat.

Appelé à donner son avis sur le
texte du projet de loi concernant la
construction d'un nouveau bâtiment
d'administration des Travaux publics à
Diekirch, adopté en première lecture
après modification, par la Chambre
des Députés dans sa séance du 30 novembre der-
nier, le Conseil d'Etat constate que les
nouveaux plans, élaborés par l'archi-
tekte Heintz de Diekirch, tiennent compte
des observations que le Conseil avait faites
à l'encontre des plans primitifs. Le
volume du bâtiment a été réduit de
~~de 7400~~ à 5400 mètres cubes et le montant
de la dépense de 1.500.000 à 1.100.000 frs
chiffres ronds. Les changements de
texte votés aux articles 2 et 3 ne
donnent pas lieu à observations. Il
résulte des renseignements fournis
au Conseil, sur la demande, que
le crédit prévu à l'art. 2 pour faire
face à la dépense, a été maintenu
au chiffre de 1.500.000 frs, malgré
la compression du volume du bâtiment
de près d'un tiers, à cause de l'aug-
mentation considérable du coût
des matériaux et de la main-
d'œuvre intervenue depuis le dépôt
du projet de loi.

Ainsi délibéré en séance plénière
du Conseil d'Etat le 10 ^{décembre} novembre 1937.

Le secrétaire,
A. M. L. M. L.

M.

Le Président,

J. M. L.

~~Prof. Kambre~~

11.

Monsieur le Ministre de la Justice

5/XII.

15/XII.

7.

à l'insinuation

GR
LUX
AFFAIRS

Minis

Mon
du

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
DES
~~XX~~ AFFAIRES ÉTRANGÈRES ~~XX~~

Ministère d'Etat

Luxembourg, le 17 décembre 1937.

Monsieur le Président,

*J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans
sa séance du 16 décembre 1937 la Chambre des Députés a adopté
à l'unanimité des 51 votants*

*le projet de loi concernant la construction d'un bâtiment d'
administration des Travaux publics, à Diekirch*

*et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.*

*Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second
vote.*

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

*Monsieur le Président
du Conseil d'Etat*

*à
Luxembourg.*

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.
—
CONSEIL D'ÉTAT.

62

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, du 17 décembre 1937, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel
d u projet de loi concernant la construction d'un
nouveau bâtiment d'administration des Travaux publics à
Diekirch

qui a été adopté par la Chambre des
Députés dans sa séance du 16 décembre 1937 à l'unanimité
des 51 votants
et dispensé du second vote constitutionnel:

Vu l^e dit projet de loi et l'^{es}avis y émis
par le Conseil en séances du 3 juillet 1936 et 10 décembre
1937;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés
pour dispenser l^e projet de loi dont s'agit du
second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

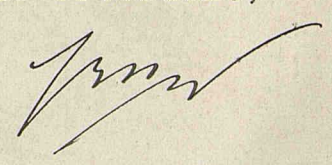
Ainsi décidé en séance publique du 17 décembre 1937.

Le Secrétaire,



Mte

Le Président,



GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG
CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat,

Répondant par réponse au Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement, en sa séance du 17 décembre 1911, sur
la question de l'urgence de l'adoption de la loi
relative à la réorganisation de l'administration
générale de l'Etat.

Le Conseil d'Etat, après en avoir délibéré,
a adopté la résolution suivante :
Le Conseil d'Etat, vu la loi du 17 décembre 1911,
sur la réorganisation de l'administration générale de
l'Etat, et vu la loi du 17 décembre 1911, sur la
réorganisation de l'administration générale de l'Etat,
a décidé de passer à l'ordre du jour.
Le Conseil d'Etat, vu la loi du 17 décembre 1911,
sur la réorganisation de l'administration générale de
l'Etat, et vu la loi du 17 décembre 1911, sur la
réorganisation de l'administration générale de l'Etat,
a décidé de passer à l'ordre du jour.

Le Secrétaire,
Le Président,

U
COM

